

La coopération scientifique en histoire

Zoe Petre

La recherche scientifique roumaine dans le domaine des sciences sociales et historiques ne devrait pas rencontrer des obstacles théoriques majeurs à son intégration dans le(s) cadre(s) d'ensemble de la recherche européenne. Car, s'il est vrai que l'idéologie officielle des 50 années de domination communiste prétendait instaurer une unanimité exclusive du "marxisme-leninisme", la réalité était beaucoup plus complexe, et des pans entiers de la recherche historique et même sociale échappaient à l'emprise des méthodologies imposées par le régime communiste. Sans doute, cette affirmation générale doit être nuancée selon chaque domaine, et il y avait beaucoup plus d'ingérences idéologiques dans le champ de l'histoire contemporaine ou de l'histoire nationale que dans les recherches concernant l'Antiquité ou l'histoire de l'Afrique. Cependant, il faut reconnaître que, du moins dans quelques domaines, et pendant les quelques moments de répit, tel celui de la fin des années 60, les contacts et le dialogue des chercheurs roumains avec leurs collègues des universités occidentales avaient été très rapidement repris, permettant une certaine synchronisation du débat scientifique, et que donc il n'y a pas eu de grande rupture théorique, sauf pour quelques disciplines telle l'économie ou l'anthropologie. De surcroît, les 12 années qui ont suivi la chute de Ceausescu ont permis des échanges et des collaborations intensifiées qui ont comblé bien de lacunes.

Si, néanmoins, des décalages persistent, c'est parce que les moyens d'information et les conditions générales de la recherche sont encore très inégaux: les bibliothèques sont beaucoup plus pauvres, l'accès aux archives est encore difficile, les moyens matériels mis à la disposition de la recherche, ainsi que des chercheurs à titre personnel, sont encore très réduits. Si dans les pays de l'UE la recherche doit bénéficier d'allocations au niveau de 4% du PIB, en Roumanie on ne dépasse pas encore le niveau de 0,5-0,7%, ce qui frappe, évidemment, les sciences de la nature d'abord, qui sont en général les plus coûteuses, mais qui ne fait pas de quartier non plus pour les sciences de l'homme, dont le progrès est bloqué à plusieurs égards. L'aspect probablement le plus grave de ce blocage se traduit dans l'incapacité des instituts et des universités roumaines d'assurer les conditions nécessaires à l'insertion des jeunes chercheurs formés dans les grandes universités européennes à leur retour dans leur pays d'origine, ce qui provoque une fuite des cerveaux, dramatique dans le domaine des sciences dures, mais assez importante aussi dans les divers domaines des sciences de l'homme.

Un autre aspect qui risque de retarder l'intégration de la recherche est celui d'une capacité très inégale des chercheurs roumains à s'adapter aux conditions européennes de compétitivité scientifique et aux modes de financement des programmes. Confrontés brusquement à un milieu qui, sans être aussi agonistique que celui des universités américaines, est radicalement différent des usages propres au dirigisme dispensateur égalitaire de pauvres subsides, la communauté académique roumaine tend maintenant plutôt à une hiérarchie de l'habileté à trouver des financements qu'à une vraie hiérarchie de la qualité des recherches.

En troisième lieu, l'explosion du champ éditorial a facilité une prolifération chaotique des publications qui fait que des oeuvres essentielles, mais lourdes et sans un marché important, telles les publications de documents, manquent de perspectives, tandis qu'une pléthore de livres sans grand mérite prolifère et assure souvent à leurs auteurs un statut immérité dans la carrière universitaire ou scientifique. La distance entre le "marché" scientifique exclusivement interne et le marché européen tend ainsi, au lieu

de se réduire, à s'agrandir, portant assez souvent à la tête des équipes ou des instituts de recherche qui devraient être les premiers partenaires des institutions européennes et le moteur de l'intégration, des acteurs totalement étrangers aux grands courants européens de la réflexion concernant les sciences de l'homme, comme il est arrivé récemment pour l'Institut d'histoire universelle de Bucarest.

Les progrès de l'intégration européenne dans le domaine des sciences humaines devrait porter son attention à ces situations où il faut encore diminuer le poids des conséquences d'un demi-siècle de dirigisme aveugle. Il faut porter une attention toute particulière aux domaines qui ont été systématiquement négligés ou même détruits par les ingérences idéologiques et politiques: l'histoire du monde contemporain, par exemple, ou la sociologie et l'anthropologie, mais aussi l'histoire nationale en tant que terrain de choix pour les constructions identitaires du national-communisme.

Il faut aussi observer que des disciplines fondamentales dans notre champ ne sont pas suffisamment protégées même dans la gestion européenne de la recherche scientifique, ce qui multiplie les dangers qui les menacent dans un pays appauvri et en transition comme la Roumanie. L'exemple le plus clair est celui des lettres classiques. L'enseignement secondaire contemporain leur accordant de moins en moins de place, leur popularité décroît proportionnellement aussi bien dans les universités et dans la conscience culturelle commune, ce qui fait que leur financement soit pratiquement coupé de façon abrupte. Cependant, une bonne connaissance du latin et du grec est nécessaire, voire indispensable, dans la plupart des disciplines historiques et philologiques, qui se voient ainsi coupées de plus en plus de leurs sources. Dans ce cas, ainsi que dans d'autres, similaires, les conséquences sont encore plus graves là où la paucité des moyens impose de sévères coupures budgétaires. Une politique plus attentive à ces cas particuliers serait sans doute souhaitable pour l'ensemble des pays européens, mais elle est absolument nécessaire pour assurer la survie et le développement des sciences de l'homme dans un pays comme la Roumanie.

Bref, l'élargissement de l'Union Européenne aux pays ex-communistes devrait, à mon avis, représenter un moment privilégié pour une réflexion commune concernant le statut et l'avenir des sciences de l'homme dans l'Europe de demain. Certes, les sciences de la nature et les nouvelles technologies seront au premier rang dans l'économie post-industrielle qui se veut une économie de la connaissance. Il faut cependant comprendre que la connaissance ne peut pas être réduite aux technologies, et que le citoyen de l'Europe de l'avenir n'aurait qu'à perdre le plus clair de ses avantages à devenir un être unidimensionnel.